

CIBLE

Passage ?

Ce ne sont pas seulement les faits qui sont présentés de façon fallacieuse, mais l'événement lui-même, l'histoire en tant que telle, la mémoire collective, et jusqu'à notre façon de mesurer le temps.

Telles sont les remarques qu'inspirent le « passage à l'an 2 000 », activement préparé, mais dont on s'aperçoit, trop tard, qu'il ne marque pas l'entrée dans le nouveau millénaire. Subsiste une opération magico-commerciale centrée sur une nuit de fête célébrant tout et n'importe quoi – sauf ce qui mériterait d'être effectivement commémoré dans l'année qui vient : l'événement que constitue, pour les chrétiens, pour tous les croyants comme pour les laïques, la naissance du Christ, les bouleversements radicaux provoqués par le christianisme dans l'histoire de l'humanité, dans la conception même de l'être humain, dans sa représentation de la temporalité. Plutôt que l'agitation autour de ce « passage » où il ne se passe rien, glorifié par des médias qui ne médiatisent rien, voilà ce qui mérite une réflexion approfondie sur le présent et l'avenir de notre civilisation, loin des lumières de la scène.

SOCIAL

Luttes à venir

Télé

Fouineurs et menteurs

p.2

Entretien

L'avenir de l'édition

p.6/7

Spécialement malhonnête

Diffusé le 9 décembre, le reportage d'« Envoyé spécial » consacré au défunt comte de Paris est un produit typique de l'industrie médiatique : sous couvert d'enquête, on ricane, on manipule, on salit, on diffame, on fait de la promotion commerciale.

On ne regarde pas la télévision pour s'informer, mais pour savoir à quoi s'intéressent ceux qui font de la télévision. Au précepte formulé par Pierre Bourdieu, il faut ajouter un complément : regarder les émissions d'information télévisée permet de prendre la mesure du mensonge télévisé - de sa nature, de son degré, de ses variantes - par rapport à ce que l'on sait de la vérité.

Passons maintenant aux travaux pratiques.

Soit l'émission « Envoyé spécial », diffusée sur une chaîne publique, et qui jouit d'une solide réputation. On observe principalement que les concepteurs de l'émission ne s'intéressent pas au défunt comte de Paris, personnage public, politique, mais à ses « milliards disparus » - donc à une banale histoire d'héritage, soumise au droit commun, et qui suscite des disputes d'ordre privé. La recherche

historique est difficile, on préfère fouiner. Paresse, voyeurisme et démagogie font, comme d'habitude, bon ménage.

On remarque conjointement que le « travail » médiatique se complique lorsqu'il n'y a rien à montrer... Faute d'éléments, mais pas toujours. Pour ce qui concerne la fortune du défunt comte de Paris, une enquête journalistique était possible, mais le résultat télévisuel aurait été décevant car il aurait fallu expliquer le statut juridique des fondations (ennuyeux) et le droit successoral (compliqué) ce qui n'est pas rentable en termes de parts de marché. Il faut donc faire de l'esbroufe. Le mensonge médiatique est dans le média lui-même, tel qu'il est aujourd'hui conçu et utilisé.

Additionnons maintenant la paresse, l'indiscrétion, l'inculture, le mépris des gens (« ils ne peuvent pas comprendre »), les nécessités de la mise en scène (style docu-

drame), et le souci obsessionnel de la cote de l'émission : nous aurons un rapport vérité-mensonge qui ressemblera au fameux pâté cheval-alouette - la vérité étant représentée par l'aimable et gustatif volat.

Examinons enfin le produit télédiffusé. En guise d'enquête, un procès à charge avec comme principal témoin de l'accusation le duc d'Orléans reprenant la thématique plaintive déjà exprimée dans son livre. En guise de commentaire, les ragots déjà imprimés dans le même livre. Au chapitre de l'accusation, des supputations sur les fameux milliards et des propos diffamatoires sur l'ancienne directrice de la Fondation Condé, au sujet de laquelle on dit tout et n'importe quoi sans jamais rien prouver. L'intervention de l'actuel comte de Paris, soucieux de l'avenir de la dynastie, est noyée dans cette mélasse qui coule jusqu'à l'apparition sur le plateau, in fine, de l'auteur du repor-

tage : celui-là même qui a aidé le duc d'Orléans à faire son livre - qu'on prend soin de bien montrer à l'antenne. L'opération de promotion commerciale est manifeste, et révèle la malhonnêteté foncière de l'émission : dans ce simili procès, le juge est financièrement intéressé à la campagne des accusateurs. On pourrait nous reprocher un parti pris inverse. Or la manipulation n'a pas échappé à plusieurs de nos confrères. Fort désagréable pour la famille royale, Claire Fleury dénonçait cependant dans *Le Nouvel observateur* (2/12/99) les « dérapages » de l'émission, notamment une « interview de la comtesse de Paris où la goujaterie le dispute à l'inutilité ». En des termes voisins - « cette enquête était d'un tel parti pris » - Alain Rollat a fait part aux lecteurs du *Monde* (11/12/99) de son indignation. Quant à l'information véridique, on la trouve dans la modeste *République de Seine-et-Marne* (13/12/99) : Didier Barry a interrogé le préfet Cyrille Schott, mis en cause dans l'émission. Entré au conseil d'administration de la fondation Saint-Louis en 1992, il a rappelé que cette fondation, reconnue d'utilité publique, est dans la continuité de sociétés civiles qui étaient déjà propriétaires d'importants éléments du patrimoine des Orléans : elle n'a donc pas été créée pour faire échec à des droits successoraux et sa gestion est contrôlée par des représentants de l'État. Didier Barry a raison de conclure que ces « milliards cachés » sont à classer parmi les infimes péripéties d'une histoire millénaire.

Annette DELRANCK

Toujours plus de luttes

Réduction du temps de travail, salaires, fermeture d'entreprises, retraites : les domaines de la lutte sont très variés et la volonté de résister à l'ultra-libéralisme toujours plus marquée. Mais les conditions politiques de la reconquête ne sont toujours pas réunies.

Le spectacle médiatique est, comme toujours, très choisi. On montre les violences « utiles » (certains attentats, certaines déprédations, troubles banlieusards) qui confortent le milieu dirigeant et justifient d'éventuelles répressions, mais on passe le plus rapidement possible sur les violences excitatives qui risqueraient de conforter de nombreux groupes dans leur volonté de résistance sociale.

Ces observations peuvent sembler paranoïaques, mais une longue et massive absorption d'information télévisée donne à penser que la mise en scène de l'actualité n'est pas innocente. Brèves images des affrontements entre les mineurs de Lorraine et la police, en novembre, et de la manifestation parisienne des sapeurs-pompiers (le 13 décembre) qui fit cinquante-trois blessés dans les rangs des policiers. Chiffre impressionnant, qui n'a pas suscité de commentaires, ni de réactions officielles.

Ne pas voir ce qui fâche : les autruches ministérielles n'ont pas tort car les manifestations de mécontentement, d'indignation, de colère, de haine parfois, se succèdent à rythme soutenu qui pourrait leur donner des angoisses : mouvements de grève à France Télécom et journée d'action à La Poste pour la défense du service public ; conflits dans la presse (groupe

Centre presse, Est républicain, groupe Marie-Claire...) sur le temps de travail, grève dans les hôpitaux de l'Assistance publique à cause de la surcharge de travail et du manque de moyens, agitation dans les banques en raison de la négociation de la convention collective. Face à l'offensive généralisée du Medef, qui tente de retourner complètement à son profit la loi sur les 35 heures, les salariés résistent chaque fois qu'ils peuvent s'organiser, chaque fois que les syndicats sont décidés à ne pas laisser faire.

Ces actions collectives montrent que la société française n'est pas anesthésiée, ni dupe des « bonnes nouvelles » que la presse opportuniste (*Le Monde*) et libérale-libertaire (*Libération*) répand à profusion. Telle qu'elle se présentait à la mi-décembre, la situation sociale était explosive et elle le demeurera dans les mois qui viennent. S'il est vrai que la guerre sociale est depuis longtemps commencée, nous n'en sommes encore qu'à des combats sporadiques. On a beau être autruche ministérielle, on n'en est pas moins, si j'ose dire, fine mouche : le milieu dirigeant sait bien que sans parti politique protestataire, capable d'unifier et d'orienter la résistance sociale, il peut encore repousser les affrontements décisifs.

Maria DA SILVA

Des listes sans têtes

Les principaux chefs de parti avaient promis qu'ils occuperaient leurs fonctions au Parlement européen. Les démissions qui se succèdent montrent que ces hiérarques ne croient en rien et ne respectent rien.

Monsieur Sarkozy avait promis : « On ne peut pas se présenter à une élection pour ne pas exercer son mandat ». Le premier il démissionna.

Monsieur Bayrou avait promis : « Quand on se présente à une élection, c'est évidemment pour aller siéger ensuite ». Puis il a annoncé son désistement (1).

Monsieur Hollande avait promis : il se présentait à la tête des socialistes « pour siéger » et « pour que les socialistes européens fassent entendre leur voix ». En décembre, il s'est aperçu qu'il n'avait « pas le temps de mener deux mandats parlementaires ».

Il va sans dire que les électeurs ont été floués. Ce qui n'est pas la première fois : à gauche, François Hollande avait déjà fait le coup, et avant lui Laurent Fabius et Lionel Jospin ; à droite, Dominique Baudis et Valéry Giscard d'Estaing avaient donné l'exemple de la désertion.

Les décisions concordantes prises par ces messieurs ne sont pas seulement insultantes pour leurs électeurs et leurs militants respectifs. Elles nuisent gravement à l'image de la France dans l'Union européenne, car les dirigeants politiques français sont les seuls à pratiquer la prise de gage et l'art de la défausse. Ce cynisme serait compréhensible de la part d'opposants à l'Europe d'Amsterdam - mais le paradoxe est que Jean-

Marie Le Pen et Charles Pasqua n'abandonneront pas leur siège. Au contraire, Nicolas Sarkozy et François Hollande affirment leur foi en l'Europe des Quinze. D'où trois questions que les citoyens doivent aller leur poser lorsqu'ils tiennent leur permanence d'élu :

- Puisqu'ils disent ou laissent entendre que « les États-nations sont dépassés » pour quoi ne sacrifient-ils pas leurs mandats nationaux, pourquoi ne renoncent-ils pas à leurs espoirs ministériels en France ?

- Puisqu'ils affirment vouloir faire l'Europe, pourquoi abandonnent-ils leurs fonctions européennes ?

- Puisqu'ils déplorent le « déficit démocratique européen », pourquoi se moquent-ils à ce point du vote démocratique ?

S'ils ne répondent pas, ces messieurs prouveront qu'ils sont dépourvus de toute conviction, et qu'ils n'ont même plus de respect pour eux-mêmes. Ils ne s'étonneront pas, dès lors, de voir progresser le taux d'abstention et le nombre de votes blancs lors des prochaines élections européennes.

Jacques BLANGY

N.B. Le scandale provoqué par ces démissions annoncées a été tel que François Bayrou est revenu sur sa décision et continuera de siéger à Strasbourg. Lorsque ce numéro paraîtra, nous espérons que François Hollande aura suivi ce bon exemple.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Spécialement malhonnête - p.3 : Toujours plus de luttes - Des listes sans têtes - p.4 : Mensonge - Dansons la camisole ! - p.5 : La barrière de l'Est - p.6/7 : L'avenir de l'édition - p.8 : Clio - L'alternative - p.9 : La Sagesse du monde - p.10 : La généalogie au jour le jour - Écrivains d'Amérique latine - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Nous allons vaincre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Mensonge

Dansons la camisole !

Il y a des illusions statistiques mais, en l'occurrence, ce ne sont pas les statistiques en tant que telles qui sont erronées - mais les ministres qui les choisissent et les présentent avec la complicité de certains journalistes. Deux exemples :

Le gouvernement se réjouit de la tendance à la baisse du chômage, qui est effective selon le mode de calcul retenu. Mais il se garde bien de répliquer aux statisticiens et aux fonctionnaires des Affaires sociales qui, pour la deuxième fois en un an, dénoncent les manipulations qu'ils sont obligés de faire - et notamment les radiations administratives de personnes qui sont toujours à la recherche d'un emploi. Tous les syndicats dénoncent ces pratiques, tous les statisticiens soulignent la forte augmentation du nombre des demandeurs d'emploi en activité réduite : 340 000 en octobre 1996, plus de 500 000 en octobre 1999.

Ce qui ramène à de très modestes proportions la baisse actuelle du chômage, clairement à la télévision, qu'on associe à une hausse de la croissance annoncée par l'INSEE pour l'an 2000. Car la croissance a baissé (2,8 % en 1999 contre 3,4 % en 1998) de même que la consommation des ménages (3,6 % en 1998, 2,3 % en 1999), mais avec une tendance à la reprise de l'activité qui tient à la faiblesse persistante de l'euro (bonne pour nos exportations) mais qui pourrait être contrariée par la baisse annoncée de l'investissement privé et par une hausse des taux d'intérêt.

Trop de mensonges, au moins par omission.

Sylvie FERNOY

Il y a comme ça des lectures qui vous font froid dans le dos. *Management*, une revue pour chefs d'entreprise dynamiques et dans le vent, pose ainsi une curieuse question dans sa livraison de novembre : « *Le management par le stress est-il efficace ?* ». Il y a des camisoles qui se perdent.

Argument de l'article : pour être « efficace », et atteindre les objectifs fixés, les personnels des entreprises, et particulièrement les cadres, doivent être « mis sous pression ». Pour y parvenir, il y a deux écoles qui sont décrites : la méthode avec stress et la méthode sans. L'ensemble est illustré par de nombreux entretiens avec de grands patrons français (1).

Avec stress, c'est la méthode dure : il s'agit de mettre la pression sur les collaborateurs en leur imposant une terreur permanente : « *Seule la trouille fait marcher les gens* » ; « *Vive la trouille qui fait circuler l'adrénaline* » ; « *Vous ne pouvez pas augmenter la productivité sans bousculer les gens* » (Marc Rochet Pdg d'Air Liberté) ; il faut « *entretenir un climat de crainte et d'angoisse pour qu'on ne s'endorme pas* » (Gilbert Trigano) ; mieux encore : « *L'être humain est paresseux, immature et a besoin d'être dirigé* ».

Les gourous de la mercatique, toujours très jargonners, disent qu'il faut imposer une « *frénésie* » aux cadres de l'entreprise, c'est-à-dire un « *mélange haute pression de vie frénétique et d'hystérie au travail* ». Les Pdg « stressés » semblent d'ailleurs s'astreindre eux-mêmes à un stress identique à celui qu'ils imposent dans leurs entreprises : « *Seuls les paranoïaques survivent* ».

La tension positive

La méthode douce, quant à elle, privilégie la communication, la suggestion et la participation. Même main de fer que ci-dessus, mais gant de soie : « *La peur chez les collaborateurs provoque la rétention d'information* » ; « *une mise sous tension doit être positive et jamais destructrice* » (Noël Goutard Pdg de Valéo), même si « *nous sommes dans un marché extraordinairement compétitif et l'entreprise n'a pas le choix* ».

Ça, c'est de toute manière le credo incontournable et jamais discuté, susceptible de justifier les pires comportements de la part de certains dirigeants d'entreprise : « *Marché, compétition, actionnariat. L'état de siège est permanent* » ; « *La mondialisation, l'instantanéité des échanges, l'hypercompétition, imposent un management par l'exigence* ».

Intello

Chacun des camps a ses références intellectuelles : psychosociologie américaine des années 60 pour les « consensuels » ; école américaine du « *up or out* » (toujours plus ou dehors) pour les « stressés ».

« *L'idéal*, conclut l'article, *c'est pourtant d'arriver à imposer sa fêrule sans passer pour un boucher* » (sic). Grosso modo, l'auteur conclut que le stress est inévitable mais qu'il faut « *essayer de le canaliser* ». La preuve : lors de l'OPE Elf et Total-Fina, c'est Philippe Jaffré (le stress-

seur) qui a perdu contre Thierry Desmaret (le consensuel), qui a su dans son entreprise « *adroitement exploiter l'élément humain* ».

Quelques passages de l'article sont assez farce. On apprend ainsi que le « *co-leader mondial de la porte automatique piétonne* » reçoit démocratiquement ses salariés dans son entreprise-jardin « *où il a planté lui-même des framboisiers* » (re-sic) et que Claude Bebear, le célèbre Pdg du groupe AXA, « *un Pdg d'allure très consensuelle* » (sic toujours), n'a pas voulu s'asseoir au siège du président du groupe Drouot parce que le dossier était surelevé !

Aux fous !

Brisons là ! La dérision et l'humour ne parviennent même pas à nous dégager du sentiment d'horreur que suscitent ces propos. Car les conséquences de ces méthodes *managériales* se traduisent en souffrance, en humiliation planifiée, en vies impossibles, en familles brisées, et dans de multiples symptômes du mal vivre : anxiolytiques, drogues, maladies cardio-vasculaires, accidents de la circulation, suicides parfois. Ainsi finissent les petits soldats d'une « guerre économique » qu'ont déclarée pour nous ces grands généraux de la finance.

Alors tant de cynisme écoeuré, et le mot est sans doute trop faible. Mégalo-manie, paranoïa, recherche de la souffrance pour soi ou pour autrui, schizophrénie aussi (il paraît que le patron adepte de la terreur « *est assez souvent un chrétien convaincu* »), il y a des médecins pour ça, et des asiles.

Paul GILLES

(1) Tout ce qui est entre guillemets est extrait de l'article de *Management*.

La barrière de l'Est

« L'Europe finlandisée » que nous annonçons à l'orée de la présidence finlandaise de l'union européenne s'est vérifiée au sommet européen d'Helsinki : candidature turque et corps expéditionnaire, à quoi se prépare l'Europe sur ses flancs orientaux ?

Le mépris de la Turquie, l'impuissance militaire de l'Europe, nous les dénonçons régulièrement dans ces colonnes. Après le dernier sommet européen pourquoi boudier notre plaisir ? Mais pourquoi a-t-il soudain décrété possible ce que les précédents déclaraient impossible ?

Les tremblements de terre près du Bosphore et la capture du dirigeant kurde Ocalan auraient rapproché Grecs et Turcs. Pourquoi pas ? La crise du Kosovo a révélé les insuffisances des capacités aériennes et aéroterrestres des Européens. La fusion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) avec l'Union européenne et les structures nouvelles de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) était prévue par les accords d'Amsterdam. Bon. Mais n'avait-on pas plutôt suivi la tournée triomphale du président Clinton au lendemain du dernier sommet de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) à Istanbul ? N'est-ce pas lui qui, devant l'Assemblée nationale turque, a demandé à l'Union européenne d'accueillir la candidature turque à l'adhésion, puis qui a poursuivi son plaidoyer à Athènes ? Comme par hasard le premier sommet européen après ce voyage convie M. Bulent Ecevit à dîner à Helsinki alors que tant d'autres sommets l'avaient si régulièrement ignoré. Le prési-

dent Clinton s'était ensuite fait acclamer par les Albanais du Kosovo. Schröder et Blair s'y étaient bien rendus, mais Chirac ne s'y est jamais risqué. Un minimum de patriotisme européen suffisait donc à justifier le sursaut d'Helsinki.

La Finlande, on l'a dit, sait de quoi elle parle en matière de stratégie et de sécurité. Elle a naturellement eu le souci d'être efficace. Hier, au XVIII^e siècle, la Suède, la Pologne et la Turquie constituaient ce que l'on appelait « la barrière de l'Est » face à la Russie. La Finlande est l'héritière de cet esprit. Elle incarne sur le front nord ce que la Turquie représente pour le flanc sud : un verrou même au risque de la finlandisation, un contre-feu contre toute velléité russe, au nord sur les pays baltes, au sud à travers le Caucase. La Turquie rentre en Europe à mesure que la Russie se réapproprie la Tchétchénie et menace la Géorgie frontalière, nouvel État-tampon entre Tchétchénie et Turquie.

La Turquie, ne l'oublions pas, est avec la Norvège le seul État de ce côté de l'Atlantique qui, membre de l'OTAN, n'est pas membre de l'Union européenne. Les Américains qui aiment les schémas simples ont en vue, avec les nouvelles adhésions, une fusion parfaite des territoires de l'Union européenne et de l'OTAN.

L'accord de principe sur une force européenne d'interven-

tion est à rapprocher de la candidature turque. Si cette force avait été constituée lors de la crise du Kosovo, l'opération « force alliée » aurait-elle même eu lieu ? Aurait-on attendu avant d'engager la force terrestre ? Les Américains seraient-ils intervenus ?

La force européenne dont il est question est essentiellement une force terrestre. Les Européens ne peuvent pas mettre en commun ce dont les pays membres manquent cruellement chacun : les moyens les plus sophistiqués de guerre dite intelligente qui sont l'exclusivité des forces américaines. Il a été précisé que la force européenne est destinée aux opérations humanitaires ou à celles de maintien de la paix, donc de n'intervenir qu'a posteriori. Rien n'a changé semble-t-il depuis plus d'un siècle lorsque l'Angleterre gouvernait les mers. L'Amérique aspire de nouveau à se dégager des affaires du continent, à les surveiller et à les contrôler de haut, de très haut, hors des radars et des batteries anti-aériennes. Elle n'est pas isolationniste. Elle est simplement contre les interventions terrestres. La piétaille sera donc européenne.

Le schéma d'Helsinki est cohérent avec les projets américains. Ce n'est pas une raison pour ne pas encourager l'affirmation d'une politique étrangère et de sécurité commune. Si les États-Unis agissent comme un excitant extérieur et induisent les Européens à dépasser leurs inhibitions, tant mieux. Mais autant avancer les yeux ouverts pour, le moment venu, prendre les bonnes directions.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GHANA** - La mort de Nana Kofi Obonyaa, roi des Akwapims, marque la fin d'une particularité étonnante. En effet, monté sur le « tabouret sacré » en 1963, le défunt était un blanc, anciennement sujet de sa Très Gracieuse Majesté ! Né en 1920, celui qui s'appelaient alors Roland James Moxon arrive en Côte-d'Ivoire en 1941 comme soldat britannique et y poursuit ensuite une carrière de fonctionnaire colonial. A l'indépendance, en 1957, il se met au service du nouveau pouvoir, puis devient conseiller du roi d'Aburi et, à la mort de celui-ci, lui succède en 1963. Depuis, vénéral par ses sujets, il exerçait avec beaucoup de conscience son métier de roi et de gardien des rites. Son ascendant moral dépassait largement le cadre de sa tribu et chaque mois c'est dans son palais royal d'Aburi que se réunissait le conseil des chefs de tribus de la région.

♦ **AFGHANISTAN** - En dépit de son âge (85 ans), le roi Mohamed Zahir Shah qui vit en exil à Rome depuis 1973, continue de se dépenser pour ramener la paix dans son pays. Depuis plusieurs mois il a noué des contacts avec les différents groupes et factions en vue d'obtenir la réunion d'une Loya Jirga (grande assemblée des chefs traditionnels). Sa proposition a été immédiatement rejetée par les Talibans au pouvoir mais une première rencontre des représentants de l'opposition a néanmoins eu lieu fin novembre à Rome autour du roi.

♦ **ITALIE** - Le prince Victor-Emmanuel de Savoie, héritier du trône d'Italie, vient de faire appel à la Cour européenne des Droits de l'homme afin d'avoir le droit de rentrer dans son pays. En effet voici plus de deux ans que la Chambre des députés italiens s'est prononcé d'une manière favorable à une abrogation de l'alinéa de la Constitution qui interdit aux héritiers de la famille royale de pénétrer sur le territoire italien. Depuis lors, le projet s'est enlisé dans les sables de la procédure et le Prince est toujours interdit de séjour en Italie.

♦ **ÉTHIOPIE** - C'est par une messe solennelle dans la cathédrale orthodoxe de la Trinité à Addis-Abeba que les Éthiopiens ont commémoré le 25^e anniversaire du massacre du prince Eskinder Desta, petit-fils de l'empereur Haïlé Sélassié et de 67 autres personnes, ministres ou hauts dignitaires de l'empire. L'empereur lui-même fut assassiné l'année suivante, en 1975, à l'âge de 89 ans, ses restes qui ont été retrouvés après la chute du régime de Mengistu doivent être enterrés d'une manière solennelle au mois de mai prochain.

Pierre-Guillaume de Roux, né en 1963, a été producteur à France Culture, puis directeur littéraire de La Table Ronde (1984-90), des

éditions Critérion (1990-92), chez Julliard, puis directeur éditorial chez Bartillat. Il vient de cofonder les Éditions des Syrtes. Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, cet homme d'expérience s'inquiète de l'évolution dangereuse que connaît l'édition française, soumise à la logique financière et aux prétendues lois du marché. Quant à la puissance des groupes monopolistes, son appel à la résistance mérite d'être entendu par tous les chefs d'entreprise.

■ **Royaliste** : Comment les éditions des Syrtes veulent-elles se situer dans le champ éditorial ?

Pierre-Guillaume de Roux : Nous voulons mener une politique d'auteurs, donc une politique sur le long terme qui est contraire au courant dominant.

■ **Royaliste** : Comment qualifier ce courant ?

Pierre-Guillaume de Roux : Dans les grands groupes, l'activité des maisons d'éditions se rapproche de plus en plus de celle d'un journal. Elles vivent dans l'urgence, avec l'obsession du « coup » médiatique : on lance un livre sur une idée qui est dans l'actualité, sur un fait divers, avec une importante mise en place chez les libraires ; si ça ne prend pas dans les trois mois, on pilonne les livres retournés et on passe à autre chose. Cela signifie que, pour ces maisons, le livre est devenu un produit de consommation comme un autre.

Un livre est toujours une aventure de l'esprit, un auteur n'est pas quelqu'un qui offre un produit banal. L'éditeur doit prendre part à la création littéraire en soutenant des auteurs : sauf exception, un écrivain ne trouve pas ses lecteurs dès son premier roman ; il faut lui donner le temps, le soutenir, lui donner les moyens de se faire connaître. Concrètement, l'éditeur doit convaincre des libraires, trouver l'argent nécessaire à la publication d'un deuxième

ouvrage qui permettra de convaincre quelques critiques et quelques libraires de plus. C'est donc un investissement sur trois, cinq, dix ans, sans que l'on soit certain de parvenir à ses fins. C'est cela, le travail de l'éditeur : avoir la volonté farouche de faire connaître l'écrivain que l'on a été le premier à lire, faire partager de proche en proche la conviction qu'il a du talent. L'édition, c'est du temps. Or cette conception tend à disparaître.

■ **Royaliste** : Pourquoi ?

Pierre-Guillaume de Roux : Depuis une quinzaine d'années, nous assistons à une prise progressive du pouvoir par les contrôleurs de gestion. Le mouvement a commencé dans l'édition américaine, avant de gagner la France : par exemple le groupe des Presses de la Cité, qui avait été constitué par Sven Nielsen, a fait l'objet d'une OPA qui a entraîné l'arrivée du célèbre Jimmy Goldsmith. Celui-ci a mis en place ce système de la rentabilité immédiate qui a progressivement ébranlé les maisons d'édition du groupe. Tout d'un coup, il n'a plus été possible de concevoir une stratégie éditoriale à long terme. Au contraire, on a parié sur l'année, en recherchant les personnalités médiatiques et les documents susceptibles de faire de l'effet.

Cet exemple montre qu'il est très difficile de faire son travail d'éditeur au sein d'un

grand groupe. Aujourd'hui, sous le terme générique d'éditeur, il y a deux conceptions radicalement opposées. Aux éditions des Syrtes, nous ne faisons pas le même métier que Olivier Orban ou Bernard Fixot, qui sont deux excellents hommes d'affaires, mais ils produisent des livres comme d'autres des chaussures.

■ **Royaliste** : Bernard Fixot est un nouveau venu, qui exploite un segment particulier du marché. Les grandes maisons traditionnelles sont-elles vraiment emportées par la logique que vous décrivez ?

Pierre-Guillaume de Roux : Certaines maisons traditionnelles sont effectivement prisonnières de cette logique de la rentabilité à court terme. C'est le cas de Plon, qui a édité Barrès, Bernanos, le général de Gaulle. La renommée demeure, mais c'est une coquille vide, il ne reste rien de cette fabuleuse aventure de l'esprit : le fonds n'a pas été exploité, des dizaines d'auteurs ont été perdus. De même, les éditions Julliard, moins prestigieuses, mais qui ont fortement contribué à la création littéraire dans les années cinquante-soixante, et qui ont continué à mener une politique d'auteurs avec Bernard Fallois puis Christian Bourgois, ont été complètement déstabilisées par les changements d'actionnariat et de stratégie : aujourd'hui, ce n'est plus qu'une marque, une

sorte de collection abritée par Laffont.

■ **Royaliste** : Tout de même, il y a bien une nouvelle génération d'éditeurs qui poursuit le travail d'un Jérôme Lindon, pour ne prendre que cet exemple ?

Pierre-Guillaume de Roux : Vous avez raison de citer Jérôme Lindon, qui est preuve vivante que l'on peut poursuivre une politique cohérente, exigeante, menée selon des goûts très sûrs. Les éditions de Minuit sont un modèle, et un modèle économiquement viable. Parmi les maisons plus jeunes, Actes Sud est aussi une réussite commerciale qui ne s'est pas faite au détriment de la littérature.

■ **Royaliste** : Tout n'est donc pas perdu, même dans les grandes maisons d'édition, qui publient elles aussi de bons livres.

Pierre-Guillaume de Roux : Bien sûr ! Mais il faut prendre garde à l'évolution préoccupante des comités de lecture qui, de plus en plus, examinent les manuscrits selon des critères commerciaux. Il y a là une normalisation de l'édition qui fait que l'on passe souvent à côté du grand livre - justement parce que le grand livre crée ses propres règles.

■ **Royaliste** : Ce n'est pas nouveau : l'exemple de Proust est bien connu !

Pierre-Guillaume de Roux : Il est vrai que, à toutes les époques, de grands éditeurs ont

manqué de grands auteurs, qui ont été reconnus par la suite. Ce qu'il y a de nouveau, c'est la standardisation de la littérature : elle n'a jamais été aussi pesante qu'aujourd'hui.

■ **Royaliste** : C'est la chance des petits éditeurs.

Pierre-Guillaume de Roux : C'est ce que je me dis ! Il m'arrive de « sauver » un auteur, mais combien disparaissent complètement, ou ne sont jamais publiés parce que le circuit traditionnel a de tels a priori qu'il n'y a plus de recours possibles.

■ **Royaliste** : S'agit-il d'une véritable norme, ou d'effets de mode ?

Pierre-Guillaume de Roux : Il s'agit d'une norme qui, selon moi, consiste à considérer le roman comme une sorte d'exercice de style. Amélie Nothomb, par exemple, est un écrivain qui a du savoir-faire, qui sait construire une histoire, qui a un humour assez piquant, mais c'est assez facile et cela permet de viser un très large public. Les livres qui demandent une attention de la part du lecteur sont lus avec une très grande méfiance par les comités de lecture. Je n'ai rien contre les conteurs d'histoires - il y en a de merveilleux - mais il ne faut pas non plus exclure les livres qui demandent du temps et de l'effort. Cela dit, je ne pense pas qu'il faille seulement offrir, comme le font les éditions de Minuit, des livres parfaitement construits, irré-

prochables sur le plan de la forme : ce n'est pas forcément de la grande création. Or beaucoup de critiques se rassurent en célébrant ces ouvrages, comme s'ils représentaient à eux seuls la littérature.

■ **Royaliste** : Justement, comment se porte aujourd'hui la critique littéraire ?

Pierre-Guillaume de Roux : Hélas, elle ne fait plus son travail. Elle ne va plus à la découverte. On l'a vu en septembre dernier : les critiques se précipitent sur les auteurs qui sont étiquetés depuis plusieurs années, ou qui vont faire la mode de la saison. Je sais bien que les critiques sont submergées par les livres de la rentrée littéraire, mais il n'en reste pas moins que le système est vicié : les prix littéraires n'abusent plus personne, la concentration s'accroît, la surproduction épuise le système éditorial.

■ **Royaliste** : Quelles sont les raisons de cette surproduction ?

Pierre-Guillaume de Roux : Cette surproduction est le signe d'un malaise car elle signifie que beaucoup d'éditeurs ne s'en sortent pas. Le paradoxe, c'est qu'un éditeur en difficulté augmente sa production à cause du système de mise en place, qui lui permet d'alimenter sa trésorerie sur le dos des libraires. Le circuit est le suivant : un livre est d'abord présenté par l'éditeur

et l'auteur aux représentants qui se rendent chez les libraires et prennent les commandes. Le libraire paie les livres commandés dès parution, avec une possibilité de retour au bout de trois mois : les livres retournés sont remboursés au libraire par l'éditeur mais, pendant ces trois mois, l'éditeur dispose d'une certaine somme dont il se sert pour publier d'autres ouvrages.

C'est là un jeu très dangereux car dans cette course on peut trébucher et se trouver dans l'incapacité d'assurer ses échéances.

■ **Royaliste** : Un mot sur les prix littéraires ?

Pierre-Guillaume de Roux : Le système cent fois dénoncé s'est mis en place dans les années soixante. Les éditeurs (surtout Grasset) portent une lourde responsabilité, mais les critiques se sont prêtés au jeu. On a trop souvent trompé les lecteurs sur la qualité des ouvrages primés, et il y a une crise de confiance générale : on ne croit plus à ces jurés-auteurs, à ces journalistes qui reçoivent un prix et qui renvoient l'ascenseur à coups de dithyrambes. La critique a perdu son crédit, et il n'y a plus guère de journalistes capables de lancer un livre - comme c'était le cas il y a une vingtaine d'années - et depuis la disparition d'Apostrophes, la télévision et la radio (à l'exception de l'émission de Michel Polac) n'exercent plus d'influence.

Les livres se diffusent par le bouche à oreille, et grâce à quelque trois cents libraires qui transmettent leurs passions à leur clientèle. Mais ces libraires sont très menacés par les concentrations et par le système « Ariane » que la FNAC va mettre en place.

■ **Royaliste** : De quoi s'agit-il ?

Pierre-Guillaume de Roux : C'est une présélection faite à partir des programmes de publication, donc très en amont de la chaîne, pour des livres qui bénéficieront d'une présentation particulière dans les magasins de la FNAC. Il y aura donc des commandes très importantes d'ouvrages qui seront livrés dans des délais records. Avec ce système de promotion, il est clair que les choix de la FNAC influenceront sur la politique éditoriale. Nous verrons très vite la FNAC et les autres grandes surfaces jouer un rôle décisif dans toute la production (romans, essais, recherche) alors que celle-ci est déjà compromise par la standardisation opérée par les contrôleurs de gestion et les comités de lecture. Il est temps de prendre conscience de l'immense danger qui pèse sur la création intellectuelle dans notre pays, afin que les éditeurs, les libraires et les lecteurs se préparent à une résistance active.

Propos recueillis par
B. La Richardais



Les gens ne connaissent plus leur histoire de France. Les gens ne lisent plus. Et d'ailleurs, ils ne s'intéressent plus à rien, les gens.

Ceux qui sont excédés par les lamentations de certaines gens sur les gens n'ont qu'à leur mettre sous le nez le discret bulletin du Comité de liaison des sociétés d'histoire et d'archéologie du Val-de-Marne qui regroupe pas moins de trente-et-une sociétés d'histoire et d'archéologie de ce département.

Beaucoup de gens, donc, tellement intéressés par la vie passée et présente de leur commune qu'ils sont devenus archéologues, cartophiles, historiens fort érudits.

Chaque année, un colloque réunit sous la présidence de Michel Balard ces chercheurs de l'ombre. Celui de 1998 était consacré aux « *Guerres et occupations dans le Sud-Est parisien (XVIII^e-XX^e siècles)* » et ses actes viennent d'être publiés dans la revue du Comité de liaison (1). On y apprendra comment plusieurs communes de la région parisienne ont vécu la guerre de 1870 puis les années d'Occupation. Parmi tant d'autres communications savantes, drôles parfois, émouvantes souvent, Marcelle Aubert décrit l'impact à Maisons-Alfort de la première fusée V2 opérationnelle, Sophie Dransart étudie la chanson de variété des années noires, notre ami Bernard Javault évoque la Résistance à Saint-Maur (« *La guerre d'André de Cayeux et le sauvetage d'enfants d'origine juive* »). Antoine Prost a raison de souligner, dans sa conclusion, la fécondité de ces travaux.

Y.L.

(1) *Clio* 94, n° 17, 1999.

L'ultra-libéralisme n'est pas la seule voie possible de développement économique et social pour l'avenir. L'évolution actuelle n'est pas un fait de nature dont l'accélération échapperait aux volontés humaines. C'est une réalité construite, par l'homme lui-même. Or, ce que l'homme a socialement construit, il peut le défaire...

Telle est la conviction de Thierry Jeantet. Exposer et défendre cette perception des évolutions économiques actuelles aurait pu faire seul l'objet d'un livre. Mais Thierry Jeantet n'est pas un théoricien. C'est un homme de terrain. L'exposition de cette analyse ne le motive que parce qu'il y voit un point de départ pour l'action. Et s'agissant d'agir, l'auteur fait des propositions concrètes, réalistes, pour un développement économique et social alternatif au projet ultra-libéral. Pour cela il s'appuie sur le potentiel d'action politique, financier et logistique dont disposent aujourd'hui les acteurs de l'économie sociale européenne.

Les entreprises de l'économie sociale ont de nombreux atouts, leur permettant de prendre le libéralisme à son propre jeu. Elles gèrent des fonds très importants et fonctionnent sur un mode de démocratie interne dans lequel les cotisants sont à la fois gestionnaires, financeurs et bénéficiaires-clients de leurs activités. Ce mode de fonctionnement les préserve de toute introduction dans leur capital, et donc de toute intervention dans leur gestion, d'acteurs boursiers institutionnels de poids. De plus, le secteur de l'économie sociale est politiquement reconnu, regroupé en fédérations et

associations nationales et internationales ayant aussi bien droit de cité auprès des gouvernements européens qu'à l'ONU.

Là sont autant d'éléments qui confèrent aux acteurs de l'économie sociale un pouvoir d'intervention potentiel majeur dans le débat qui s'ouvre sur l'avenir (ou l'absence d'avenir) du libéralisme. Mais malgré ces atouts, le devenir de l'économie sociale est menacé. Une question se pose, à laquelle Thierry Jeantet ne répond qu'imparfaitement. La force de l'économie sociale, c'est la forte adhésion de ses cotisants-gestionnaires-clients à un ensemble de valeurs de solidarité, de partage du risque social et de mise en commun des bénéfices de l'investissement social et culturel. Or, aujourd'hui, ces valeurs sont désertées par les catégories les plus aisées, laissant la mutualité et la démocratie sociale aux couches les plus modestes, à un moment où la précarité frappe celles-ci un peu plus durement chaque jour.

En effet, dans un environnement libéral poussant à l'individualisme et aux stratégies de capitalisation financière, matérielle et culturelle à des fins personnelles, les cotisants constituent un potentiel de clientèle intéressant pour le monde de la finance libérale. Ils passent peu à peu dans le

camp des compagnies d'assurance et des fonds de pensions reposant sur un calcul du risque individuel et, de fait, pratiquant des tarifs plus alléchants que les prestataires de services collectifs. En effet ils n'ont pas à supporter la couverture sociale des déshérités.

Voyant ses rangs désertés par ceux qui en constituent à la fois l'assise financière et gestionnaire, que peut alors faire le monde de l'économie sociale pour stopper l'hémorragie et rester un cadre de solidarités trans-sociales ? Ici comme ailleurs, l'avenir dépendra de la ferveur dont sauront faire preuve les peuples démocratiques en faveur d'une économie sociale solidaire. Et également de la volonté des plus aisés de se réinvestir, financièrement, politiquement et socialement dans un projet de société reposant sur un vrai désir de « vivre ensemble », en comprenant qu'il en va autant de l'intérêt collectif que de leur intérêt individuel à long terme. Pour l'heure, l'économie sociale perd de sa substance. Elle vit sur un immense potentiel d'action, hérité de plus d'un siècle d'histoire. Mais le temps lui est compté. Elle aura raison du projet libéral, à moins que ce ne soit l'inverse. Thierry Jeantet, comme tant d'autres, prêche pour une prise de conscience. Le message est à soutenir, relayer, traduire en actes. Un livre clair et essentiel.

Alexandre RENAUD

Thierry Jeantet - « *L'économie sociale européenne, ou la tentation de la démocratie en toutes choses* » - CIEM, 1999, 332 pages - prix franco : 174 F

La Sagesse du monde

Que l'homme soit inséré dans le cosmos, et que sa vie y soit complètement investie, c'était le sentiment des anciens. Ce n'est plus celui des modernes. C'est ainsi qu'on pourrait résumer le contenu du dernier ouvrage de Rémi Brague. Mieux vaut lui emprunter le raccourci de son parcours : « *Pour que la morale puisse se détacher de la cosmologie et tenter de se concevoir exclusivement comme « autonomie », il a fallu que le cosmos ait déjà perdu sa fonction constitutive par rapport au sujet humain, et qu'il n'apparaisse plus que comme le décor indifférent où se déploie une activité humaine qui lui est, au fond, étrangère et qui ne lui doit rien de ce qui le fait accéder à son humanité. Or, c'est exactement ce qui est arrivé au concept de nature avec les Temps modernes. L'idée d'une imitation morale de la nature est devenue impossible parce que notre concept de nature s'est modifié. Le monde ne peut plus nous aider à devenir des hommes. Nous sommes, en prenant l'adjectif au pied de la lettre, immondes.* »

Ce n'est qu'après une longue recherche, érudite, précise, que Rémi Brague arrive à cette conclusion qui ne saurait étonner ceux qui n'ayant pas une connaissance aussi autorisée de l'histoire de la pensée, sont convaincus que la modernité se caractérise par son acosmisme, son détachement du cosmos, et que l'effort d'Emmanuel Kant pour désentraver la morale de l'hétéronomie, c'est-à-dire d'une loi étrangère au sujet, se rapporte à la même coupure avec la nature, et même ce qui dans l'homme ne correspond pas à des « inclinations naturelles ». Mais la précision de l'érudition arrive à apporter plus que des nuances à ce schéma général. La référence la plus antique du cosmos ne va pas sans usages métaphoriques, tant il est évident que ce monde est d'abord celui qui s'expose au regard de l'homme et n'a d'intérêt que parce qu'il permet de penser et de vivre dans un monde humain. Par ailleurs, la Grèce n'est pas sans contradictions quant à la valeur à accorder à « la sagesse du monde ». L'exemple le plus fort est celui d'Épicure, avec tout le courant atomiste : « *Dans la tradition épicurienne, le monde est ce sur quoi il ne faut pas compter [...]. Il faut une sagesse radicalement non cosmique. Chez Épicure, l'accent mis sur l'amitié (philia) n'est pas qu'une exhortation à la concorde ; elle implique que l'accord entre les hommes est plus important que la correspondance avec les réalités cosmiques.* »

Voilà qui rend déjà un son très moderne. Et puis Rémi Brague met en évidence ce qui sépare ce qu'on pourrait appeler le modèle platonicien du *Timée* et le modèle abrahamique dont seront tributaires les trois monothéismes. Selon le *Timée* « *l'âme individuelle doit imiter la régularité de l'âme du monde. Cette tâche est préfigurée par une similitude déjà donnée par la structure même des choses : la tête où tournent les cercles de l'âme individuelle a la même*

forme arrondie que la sphère parfaite qui constitue l'univers entier ». Le souci anthropologique est premier dans cette sagesse, car l'excellence de l'homme est le but, même si elle passe par la connaissance et l'imitation du monde. Et dans cette imitation, il peut y avoir bien autre chose qu'une sorte de conformisme naturaliste si l'on suppose que dans le *kosmos* des anciens ont peut rêver d'atteindre un état céleste, une immortalité astrale. Je ne suis pas tout à fait aussi sûr que Rémi Brague qu'un tel rêve soit complètement étranger à l'homme moderne, si je me fie à certaines productions mythiques offertes à nos adolescents et qui rejoignent tout à fait l'immortalité astrale.

Mais se distinguant du monde platonicien ou aristoticien, le modèle abrahamique peut se signaler par un « excès » qui change les données. En effet, si la Bible révèle une parenté des références cosmologiques - ce sont les mêmes représentations du *kosmos* que partagent les populations du Proche-Orient - le refus du culte des astres et la place vide laissée à Dieu entraînent une dévalorisation du cosmos au profit de l'histoire des hommes et d'une sagesse qui est d'abord celle que Dieu offre à l'humanité. Sans doute, la période médiévale montrera comment il y a continuité profonde avec l'Antiquité. Il s'agit, dit Rémi Brague, d'un compromis entre *Timée* et *Abraham*. Mais la nouveauté de l'enseignement biblique est au travail au point d'anticiper la dissolution de l'antique connivence de l'humanité avec le cosmos. L'opposition entre le christianisme et la sagesse cosmologique est bien soulignée par Francis Bacon lorsqu'il écrit que pour les païens « *le monde était l'image de Dieu et que l'homme était une image tirée du monde en le résumant* ». Il en va tout autrement de la conception des Écritures, car celles-ci « *ne condescendent jamais à attribuer au monde cet honneur d'être l'image de Dieu* ». Seul l'homme a cet honneur. Grégoire de Nysse avait déjà proclamé la dissemblance radicale de l'homme et du monde, en rapportant le premier à cet inconnaissable qu'est Dieu.

En ce sens, le terrain est préparé à la fin du cosmologique qui précipitera l'âge moderne, au travers de la révolution scientifique. Le lien se brise entre l'homme et un univers qui échappe aux appropriations anthropomorphiques. Le monde n'est plus revêtu de cette perfection auxquels croyaient les anciens au-delà de l'espace sublunaire. L'homme peut s'effrayer du silence intersidéral, parce que loin de lui être proche, l'univers lui est indifférent et même hostile. Le renversement philosophique et éthique s'avère vertigineux, car il n'est plus question de se référer à un bien qui s'impose avec éclat dans la réalité et qu'il ne s'agirait que de traduire dans son expression humaine. Désormais, le bien de l'homme est hors nature. Emmanuel Kant est le philosophe le plus représentatif de ce tournant qui signifie le détachement de l'ontologie. La beauté du monde relève du sublime ou du symbolique. Cela ne veut pas dire d'ailleurs que l'homme moderne ne viendrait plus « au monde », car l'être au monde désormais concerne une détermination humaine et non plus cosmique. On découvre cela chez Heidegger, beaucoup plus proche qu'on ne le croit, de Kant là-dessus. L'essence et l'existence de l'homme sont pensées pour elles-mêmes, dans un être-au-monde qui est propre à l'homme. Cela veut-il dire que la question de la nature ne se pose pas à « frais nouveaux » ? Je ne le crois, pour ma part, considérant les excès de l'écologisme antihumaniste. Mais voilà qui pourrait prolonger la lecture de ce livre si important pour comprendre notre histoire d'être au monde.

Rémi Brague - « *La Sagesse du monde - Histoire de l'expérience humaine de l'univers* », coll. L'Esprit de la cité - Fayard - prix franco 165 F.

par Gérard Leclerc



La généalogie au jour le jour

Tout était supposé connu sur les Bourbons et pourtant on arrive encore à faire du nouveau...

Philippe de Montjouvent était déjà l'auteur d'un ouvrage très documenté et très sérieux sur la descendance de feu le deuxième comte de Paris (1). L'ouvrage qu'il nous propose aujourd'hui, « *Éphéméride de la Maison de France de 1589 à 1848* » (2), est d'un intérêt plus large puisqu'il embrasse l'ensemble des événements familiaux qui ont réjoui ou affecté la maison de France de l'avènement de Henri IV à la chute de la Monarchie de Juillet.

Tout cela semblait ne plus faire de mystère aujourd'hui et une nouvelle étude sur le sujet n'était pas sensée amener grand-chose de nouveau. Pourtant, la lecture de ce livre révèle chez son auteur bien de l'adresse et de l'intelligence. Adresse parce que l'idée de présenter des données généalogiques sous forme d'éphéméride est quelque peu novatrice. La plupart du temps, la logique strictement généalogique prévaut, ce qui nous amène sous les yeux des livres certes intéressants mais souvent bien âpres à la lecture.

Philippe de Montjouvent a choisi une voie exploratoire par tous, même par ceux qui n'ont pas l'intention d'en tirer des pages et des pages de notes. C'est là un fait relativement nouveau. L'œuvre permet de synthétiser de la meilleure façon qui soit, les événements, tristes et joyeux qui ont émaillé deux siècles et demi de l'existence de la Maison de France. La forme éphéméride permet, comme son nom l'indique de regrouper les événements non par grand personnage, roi ou prince, ni

même par branche ou rameau. Beaucoup plus simplement, les dates suivent le cheminement de l'année. Ainsi, toutes les branches et toutes les époques sont mêlées pour donner beaucoup plus de vie et d'intérêt à ce qui peut bien se lire comme un récit, ou, ainsi qu'on le faisait autrefois, comme un de ces almanachs de cour, très prisés sous l'Ancien Régime et répandus avec un grand succès par les colporteurs jusque dans les endroits les plus reculés de la vieille France.

Intelligent, l'ouvrage l'est aussi parce que son auteur ne s'est pas contenté de recopier bêtement les travaux existants, mais a fourni un véritable travail de recherche et de vérification de toutes les dates et événements, rapportés de manière souvent erronée par de nombreux auteurs qui se contentent de se recopier les uns les autres.

Au total, voici une somme de connaissances utiles qui, bien au-delà des stricts naissances, mariages et morts rapportés, permet de fournir d'intéressantes données purement sociologiques sur ce petit bout de population européenne. Tout le monde y trouvera à faire son miel, ce qui en fait un cadeau idéal pour les spécialistes, les férus, les simples amateurs ou tous ceux à qui l'on a envie de faire découvrir une partie de notre histoire.

Pascal BEAUCHER

(1) Philippe de Montjouvent - « *Le Comte de Paris et sa descendance* » - Éd. du Chanay - prix franco : 180 F.

(2) Philippe de Montjouvent - « *Éphéméride de la Maison de France de 1589 à 1848* » - Éd. du Chanay - format 16x24, 480 pages, plus de cent illustrations - prix franco : 190 F.

Écrivains d'Amérique latine

Durant plus d'une semaine cet automne, cinq auteurs latino-américains, cinq amis écrivains ont décidé de parcourir la France en vue de célébrer le vingtième anniversaire de leur maison d'édition et de répondre à l'engouement général provoqué par cette littérature.

A moi, aujourd'hui, de vous présenter ces quelques auteurs ! A moi de vous faire part de mon intérêt pour ces écrivains au destin quelquefois si tragique mais tellement enrichissant pour nous !

A l'occasion de cet anniversaire qui consacre les vingt ans des éditions Anne-Marie Métailié, maison nettement orientée vers l'anthropologie et l'Amérique du Sud, cinq de ces auteurs ont fait un « tour de France ». En octobre ils étaient dans ma ville. A cette conférence, chacun des auteurs témoigna de son parcours personnel et présenta sa dernière nouvelle.

L'un d'entre-eux était essentiellement sous les feux de la rampe. Plus « célèbre » que les autres, le Chilien Luis Sepúlveda nous honorait de sa présence. Originaire, selon lui, « d'un continent d'une grande diversité culturelle », il encourage à la lecture latine qu'il estime « vivace, énergique et neuve ». Malgré un dur passé, emprisonné, contraint à l'exil, ses œuvres sont, d'après ses dires, « surréalistes » et « préoccupées par l'aspect magique de la réalité ».

Antonio Sarabia, Hernán Rivera Letelier, Mario Delgado Aparain, Santiago Gamboa, aux origines totalement diverses ; spécialiste de la communication, mineur, journaliste ; des « frères » les uns pour les autres, tous sont animés de cette même passion littéraire qu'ils ont tenté de transmettre à un public non averti en une heure de débat.

Après une telle énumération, un peu sommaire certes, mais qui vous conseille, néanmoins, quelques auteurs hautement intéressants, quel est le mot de la fin ? Lisez Sepúlveda, lisez Sarabia et autres, imprégnez-vous des « couleurs » latines, de cette ambiance.

Amélie DELATOUR

Luis Sepúlveda - « *Un nom de torero* », prix franco : 116 F. « *Le vicieux qui lisait des romans d'amour* », prix franco : 105 F.
Antonio Sarabia - « *Amarilis* », « *Les invités du volcan* », prix franco : 121 F.
Hernán Rivera Letelier - « *La reine Isabel chantait des chansons d'amour* », prix franco : 136 F.
Mario Delgado Aparain - « *La ballade de Johnny Sosa* », prix franco : 91 F. « *Alivio de luto* », Santiago Gamboa - « *Páginas de vuelta* », « *Perdre est une question de méthode* », prix franco : 126 F.

Vous avez une adresse électronique ?

Abonnez-vous gratuitement à notre liste de diffusion d'« *Actualités royalistes* »

Il suffit pour cela de nous envoyer un courriel à royaliste@multimania.com

Au gui l'an neuf !

En cette fin d'année, avant de formuler les vœux traditionnels, je tiens à jeter un bref regard en arrière pour honorer la mémoire d'Henri VI, comte de Paris, qui nous a quitté le 19 juin dernier. Ce prince exceptionnel - que nous avons servi et aimé - aura su, au cours de ses cinquante-neuf ans de « règne », restaurer l'image de la monarchie et la rendre acceptable pour tous les citoyens soucieux de l'avenir de la France. Sa pensée et son œuvre nous restent heureusement. A nous maintenant de faire aboutir son projet.

Lourde tâche pour nous. Lourde tâche aussi pour son successeur le nouveau comte de Paris que nos vœux accompagnent. Il sait déjà que nous le servirons aussi fidèlement que nous avons servi son père, en toute indépendance, mais en communion de but. Nos vœux aussi pour notre nouveau dauphin, Jean, duc de Vendôme, dont les qualités et les connaissances seront une aide précieuse pour son père.

Puisque c'est la période pour formuler des souhaits, je voudrais, en ce qui concerne la famille de France, qu'elle retrouve une sérénité qui a bien été mise à mal ces derniers temps...

Enfin nos vœux vont à nos militants, nos lecteurs, nos amis, sans lesquels nous ne pourrions rien. Que l'année nouvelle soit bénéfique pour eux et pour leur famille, et que, pour la France, vive le roi.

Yvan AUMONT
Directeur général

Vous partagez nos principales opinions ?
Vous voulez nous aider ?

Adhérez !
Prenez votre carte pour l'an 2000 !

Demandez-nous un formulaire d'adhésion.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 5 janvier - Attentats, tractations secrètes, discussions publiques, rivalités politiques, scandales économiques, grèves : depuis un quart de siècle, « *La question corse* » agit les gouvernements successifs - sans autre résultat visible que la perpétuation d'un état de violence. Sous l'égide du Premier ministre, la réunion des élus

corse à Matignon semble marquer une nouvelle étape - mais vers quel objectif ? Pour comprendre le rôle de l'Etat, le poids des forces politiques, la stratégie des clandestins, nous avons fait appel à Ghjacumu COLONNA, qui fut longtemps militant syndical et associatif sur l'Ile, avant de devenir rédacteur en chef, de 1987 à 1989, du journal autonomiste *Arritti*. C'est dire que notre invité a une très fine connaissance de l'ensemble des groupes et des acteurs, officiels ou non, de la société corse.

● Mercredi 12 janvier - Nous recevons Christophe BOURSEILLER qui viendra nous présenter sa « *Vie et mort de Guy Debord* ».

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (50 F pour l'année)

IMPLANTATION

La mise (ou remise) en route de l'activité de nombreux groupes de province se fait grâce à une série de rencontres qui permettent de faire le point, de confronter les analyses, d'envisager des actions concrètes et, tout simplement aussi, de faire connaissance de personnes qui partagent une même conception de la citoyenneté.

Calendrier :

10 janvier : Le Mans - Contact : Nicolas Lucas au 02.41.48.95.03

13 janvier : Nantes - Contact : Olivier Bruneau au 02.40.74.69.38

14 janvier : Rennes - Contact : Didier Le Roué au 02.99.68.73.29

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nous allons vaincre

Nous allons vaincre. Nous ? Pas seulement les royalistes, mais tous ceux qui combattent l'ultra-libéralisme. J'allais écrire : nous allons vaincre parce que nous sommes les plus faibles, mais cette formule faussement ironique appartient déjà à un moment passé de notre lutte. D'année en année, malgré les trahisons et les revers, nos forces se sont reconstituées.

Car de quoi se plaint-on d'ordinaire ? Crise des valeurs ! Puissance de la propagande ultra-libérale ! Absence de projet politique ! Dépérissement des institutions et de la nation elle-même. C'est vrai : la tempête est violente, et d'autant plus difficile à supporter qu'on nous répète que le navire est sur le point de couler. On connaît le thème plurimillénaire de la décadence, qui tire ses arguments des désordres quotidiens, mais qui ignore la logique de l'histoire : au coeur du négatif, il y a encore et toujours assez d'énergie positive pour renverser le cours des choses. Cette dialectique, trop sommairement évoquée, est à l'oeuvre. Ses résultats nous donnent le courage de persévérer :

Les valeurs ne se sont jamais mieux portées. La subversion qui les menace, sous mille formes, a provoqué une méditation intense et un immense travail de refondation dont nous sommes les témoins enthousiastes. Repensées et confrontées, sans cesse approfondies, nos valeurs religieuses, valeurs laïques, démocratiques, res-publicaines, font vivre à ceux qui participent à ce travail ou qui y sont

simplement attentifs un magnifique printemps spirituel qui ridiculise le matérialisme grossier des ultra-libéraux et les bavardages sur la « fin de l'histoire ». La bataille intellectuelle est gagnée. Dans tous les domaines, nos vieux maîtres ont formé et forment encore d'excellents disciples, qui nous donnent pleine confiance quant à l'avenir. La renaissance de la pensée politique nous réjouit tout particulièrement et nous enrageons, ici, de



ne pouvoir rendre compte de tout ce qui mérite d'être lu, écouté, discuté (1). Mais nous disposons aujourd'hui d'une immense somme de références et de réflexions qui rendent dérisoire l'idéologie dominante.

Les institutions de la V^e République sont toujours debout, quoi qu'en disent les irresponsables qui prennent la pose sur un champ de ruines en carton-pâte. C'est la constitution gaullienne qui permet aux dirigeants qui ont démissionné de leurs tâches politiques essentielles de conserver un minimum d'autorité. C'est cette monarchie républicaine qui nous permettra d'accomplir la révolution dans

la loi et par la loi. Le programme de la reconquête politique est prêt. Il est même rédigé puisqu'il est inscrit dans la Déclaration des Droits de 1789 et dans le Préambule à la Constitution de 1946. Face à la régression économique, sociale, culturelle que les ultra-libéraux veulent nous imposer, il faut s'appuyer sur le socle de nos principes, agir selon la mémoire toujours vive et féconde des années heureuses de la Révolution de 1789-1791, reprendre le programme du Conseil national de la Résistance et accomplir l'oeuvre de la Libération.

A cette dynamique, le milieu dirigeant n'a rien à opposer - sauf la force qu'il tire de son inertie, sauf ses ruses grossières et ses chantages : l'un plutôt que l'autre dans le milieu dirigeant ; le social-libéralisme ou l'ultra-libéralisme ; la mondialisation dure, ou adoucie. Autrement dit, la guerre de tous contre tous, avec ou sans la Croix-Rouge.

Il n'est même plus nécessaire de récuser ces fausses alternatives. La classe dirigeante est discréditée par sa corruption et ses mensonges, le système ultra-concurrentiel n'est pas viable et la logique financière porte en elle la panique boursière. L'aveuglement volontaire des hiérarques de gauche, la nullité des grands notables de la droite et l'arrogance de ces messieurs du Medef seront les causes immédiates de l'effondrement attendu, espéré, nécessaire.

Dans le pays, l'esprit de révolte l'emporte partout où il peut s'exprimer. Il reste à l'organiser et à lui donner sa pleine signification politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) On nous reproche parfois notre passion polémique. Mais la part critique (celle du milieu dirigeant, de son idéologie et de ses pratiques) est beaucoup moins importante que la part « apologétique » dans notre journal et dans nos préoccupations.